

**DIRECTION DE L'EVALUATION, DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE
L'IMMOBILIER
SERVICE ACHAT, INNOVATION, LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES
BUREAU DES ACHATS IMMOBILIERS ET PRESTATIONS**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

**ORGANISATION DE PRESTATIONS D'EXPEDITION DE COLIS ET DE
PALETTES, COMPRENANT LA COLLECTE, L'ACHEMINEMENT ET LA
LIVRAISON DEPUIS ET VERS LA FRANCE METROPOLITAINE, LES DROM-
COM, L'EUROPE ET LE RESTE DU MONDE**

Le présent marché public a été passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

Le présent RC comporte les annexes suivantes :

Annexe I	Consommations historiques
Annexe II	Formulaire DC1 (fichier séparé)
Annexe III	Formulaire DC2 (fichier séparé)
Annexe IV	Formulaire DC4 (fichier séparé)
Annexe V	Cadre de réponse technique du lot 1 (fichier séparé)
Annexe VI	Cadre de réponse technique du lot 2 (fichier séparé)
Annexe VII	Attestation sur l'honneur relative aux motifs d'exclusion (fichier séparé)

Le RC définit les règles applicables dans le cadre de la présente consultation.

Ce document n'est pas destiné à être retourné à l'administration.

Table des matières

1	CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA CONSULTATION	4
1.1.	OBJET DU MARCHE	4
1.2.	FORME DU MARCHE	4
1.3.	PROCEDURE DE PASSATION	4
1.3.1.	PROCEDURE	4
1.3.2.	NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE CPV	4
1.4.	ALLOTISSEMENT	4
1.5.	MONTANTS	5
1.6.	DUREE	5
1.7.	LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
1.8.	CLAUSES DE DEVELOPPEMENT DURABLE	6
1.9.	GROUPEMENT DE COMMANDE	6
1.10.	VARIANTES	7
1.11.	TRANCHES OPTIONNELLES	7
1.12.	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	7
1.13.	TEXTES DE REFERENCE	8
1.14.	DEONTOLOGIE	8
1.15.	MODALITES DE CORRESPONDANCE	8
1.16.	CALCUL DES DELAIS	9
2	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	10
2.1.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	10
2.2.	CONDITIONS D'OBTENTION DES DOCUMENTS INITIAUX	10
2.3.	PRECISIONS RELATIVES AU DOSSIER DE CONSULTATION	11
2.3.	MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	11
3	CARACTERISTIQUES DES OFFRES REMISES	12
3.1.	GENERALITES	12
3.1.1.	ACCEPTATION SANS RESERVE DES CAHIERS DES CHARGES	12
3.1.2.	LANGUE UTILISEE ET MONNAIE	12
3.2.	DATE-LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	12
3.2.1.	DATE APPLICABLE A LA PRESENTE CONSULTATION	12
3.2.2.	REPORT DE LA DATE-LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	12
3.3.	TRANSMISSION DES PLIS	13
3.3.1.	CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS	13
3.3.2.	HORODATAGE	15
3.3.3.	TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE	15
	a. Par voie dématérialisée.....	15
	b. Par voie physique	15
3.3.4.	ANTIVIRUS	16
3.4.	DUREE DE VALIDITE DES OFFRES	16
3.4.1.	DUREE MINIMALE APPLICABLE A LA PRESENTE CONSULTATION	16
3.4.2.	PROROGATION DE LA DATE LIMITE DE VALIDITE DES OFFRES	17
4	CONTENU DU PLI DU CANDIDAT	18
4.1.	ÉLEMENTS DE CANDIDATURE	18
4.1.1.	MODALITES DE COMMUNICATION ET CONTENU DES ELEMENTS DE CANDIDATURE	18
	a) Modalité 1 : le soumissionnaire transmet l'ensemble des documents visés ci-après	18
	b) Modalité 2 : le soumissionnaire présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME)	19
4.1.2.	DISPOSITIONS COMMUNES	20
4.1.3.	PRECISIONS	20
4.1.4.	SOUS-TRAITANCE	21
4.2.	DOSSIER OFFRE	21
4.2.1.	OFFRE FINANCIERE	22

4.2.2. OFFRE TECHNIQUE	22	
4.2.3. DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE CONCOMITANTE AU DEPOT DE L'OFFRE	22	
5 SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	23	
5.1. EXAMEN DES CANDIDATURES		23
5.2. ANALYSE DES OFFRES		24
5.2.1. HYPOTHESE D'OFFRE UNIQUE	24	
5.2.2. CRITERES DE CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE	24	
5.2.3. PRECISION SUR LA METHODE DE NOTATION DES OFFRES	25	
Méthode d'appréciation du prix :.....	25	
Méthode de notation de la valeur technique et de la performance environnementale :.....	25	
Note finale :.....	26	
5.2.4. DEMANDE DE PRECISIONS SUR LA TENUE DES OFFRES ET EXAMEN DE LEUR RECEVABILITE	26	
5.2.5. MODALITES DE CLASSEMENT DES OFFRES	26	
5.3. ACHEVEMENT DE LA CONSULTATION		27
5.3.1. ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	27	
5.3.2. VERIFICATION DES MOTIFS D'EXCLUSION ET CONTRADICTOIRE	29	
5.3.3. MISE AU POINT DES COMPOSANTES DE L'ACCORD-CADRE	30	
5.3.4. CANDIDATURES ET OFFRES NON RETENUES	30	
5.3.5. NOTIFICATION DE L'ACCORD-CADRE	30	
5.3.6. ABANDON DE LA PROCEDURE	30	
6 LITIGES ET CONTENTIEUX	31	
6.1. MEDIATION	31	
6.2. CONTENTIEUX	31	
7 DONNEES PERSONNELLES	32	
8 MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	34	
A. GENERALITES	34	
B. CONDITIONS RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE		34
C. CONDITIONS RELATIVES AUX DISPOSITIFS DE CREATION DE SIGNATURE ELECTRONIQUE UTILISES POUR SIGNER LES FICHIERS		35
ANNEXE 1 – CONSOMMATIONS HISTORIQUES LOT 1 - LOT 2	37	

1 CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet l'organisation de prestations d'expédition de colis et de palettes, comprenant la collecte, l'acheminement et la livraison depuis et vers la France métropolitaine, les DROM-COM, l'Europe et le reste du monde.

1.2. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché constitue un accord-cadre multi-attributaires exécuté à bons de commande, émis par l'acheteur selon ses besoins, en vertu des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. En effet, l'étendue et le rythme des besoins ne pouvant être définis à l'avance, il s'exécutera par l'émission de bons de commande, selon les besoins de l'acheteur.

1.3. PROCEDURE DE PASSATION

1.3.1. Procédure

La procédure utilisée dans la présente consultation est celle de l'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3.2. Nomenclature communautaire CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), sont les suivantes :

Désignation	Classification principale
Services de transport de colis	60161000-4
Services de transport (à l'exclusion du transport des déchets)	60000000-8

1.4. ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est alloti en deux (2) lots définis comme suit :

LOT	Nombre maximum d'attributaire	Intitulé du lot
1	2	Collecte, acheminement et livraison en express de colis depuis et vers la France métropolitaine, les DROM-COM, l'Europe et le reste du monde. Les colis sont d'un poids unitaire inférieur à 30 kg.

2	2	Collecte, acheminement et livraison en messagerie y compris en affrètement de palettes depuis et vers la France métropolitaine, les DROM-COM, l'Europe et le reste du monde.
----------	---	--

Pour le lot 1, les envois peuvent être d'un poids cumulé supérieur à 30kg mais sont composés de plusieurs colis ne dépassant pas chacun le poids unitaire de 30 kg.

Pour le lot 2, le poids unitaire et cumulé ainsi que le format des palettes figurent dans l'offre du titulaire.

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre pour tous les lots. Il n'est pas non plus fait application d'une limitation dans le nombre de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire.

La règle d'attribution des bons de commande est celle de la multi-attribution dite « en cascade » décrite à aux articles 9.1 et 9.2 du CCAP. Elle consiste à faire appel en priorité au titulaire de rang 1. Si celui-ci n'est pas en mesure de pouvoir réaliser les prestations, le bénéficiaire s'adresse au titulaire de rang 2.

1.5. MONTANTS

Le présent accord-cadre est passé sans montant minimum et avec les montants maximums en € HT suivants :

Lot	Montant maximum € HT sur 48 mois
1	152 000 000
2	36 000 000

Les **montants estimatifs** de l'accord-cadre sont :

Lot	Montant estimé € HT
1	38 000 000
2	9 000 000

Les estimations sont données à titre indicatif et ne sauraient engager l'administration.

1.6. DUREE

Le présent accord-cadre est conclu à compter du 28/04/2026 pour le lot 1 et du 01/07/2026 pour le lot 2, pour une période ferme de quarante-huit (48) mois, sauf si le montant maximum est atteint avant cette échéance.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande et les demandes de transport peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la

période de validité de l'accord-cadre. L'exécution de l'accord-cadre prend fin à la dernière admission des prestations.

1.7. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont réalisées depuis et vers :

- tout département de la France métropolitaine ;
- tout département ou région d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Mayotte) ;
- toute collectivité d'outre-mer (Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin), en Nouvelle-Calédonie, à Wallis et Futuna et en Polynésie française pour les besoins de tout usager non soumis à une disposition de droit local ;
- ainsi qu'en Europe et dans le reste du monde.

1.8. CLAUSES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le présent accord-cadre comporte des clauses d'exécution environnementales et sociales qui s'exécutent dans les conditions définies dans le CCAP.

1.9. GROUPEMENT DE COMMANDE

En application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique et aux termes d'un mandat de délégation, la direction des achats de l'État (DAE) a confié la passation et la signature du présent accord-cadre à la direction de l'évaluation, de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier (DEPAFI) du ministère de l'Intérieur.

Les services bénéficiaires de l'accord-cadre sont les services centraux et déconcentrés de l'État, les services à compétence nationale des ministères et leurs autorités administratives indépendantes.

La DEPAFI intervient en qualité de coordonnateur du groupement de commande constitué sur le fondement de la convention conclue à l'initiative de la DAE entre l'État, des établissements publics de l'État et des organismes mentionnés aux 4°, 5° et 6° de l'article 1^{er} du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Dans le respect de ladite convention, les entités adhérentes listées à l'Annexe I du CCAP indiquées sont également bénéficiaires.

La liste des bénéficiaires, par principe, est invariable. Cependant, en cas de restructuration organique des membres du groupement de commandes, les nouveaux services en résultant durant l'exécution de l'accord-cadre bénéficient des prestations, y compris si ces réorganisations donnent naissance par démembrement de services existants à un ou plusieurs établissements publics dépendant d'un des membres du groupement, sous réserve du régime juridique applicable à ces entités et des textes

particuliers en découlant. Ces dernières évolutions sont constatées par décision administrative.

La DEPAFI est chargée de signer et de notifier le présent accord-cadre. Chaque bénéficiaire passe les bons de commandes auprès des titulaires et s'assure de sa bonne exécution.

1.10. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.11. TRANCHES OPTIONNELLES

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches.

1.12. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

L'accord-cadre comprend des prestations supplémentaires éventuelles **facultatives** à l'initiative de l'acheteur.

L'absence de présentation de ces PSE par le soumissionnaire ne rend pas l'offre irrégulière.

Lors de l'attribution du marché l'acheteur décidera ou non de retenir les prestations supplémentaires éventuelles qui ont fait l'objet d'une proposition.

Ces prestations supplémentaires éventuelles facultatives sont les suivantes :

Lot	Prestations facultatives	
1	Prestation de transport facultatives (CCTP art. 2.2.3.)	Transport en messagerie
	Prestations annexes facultatives (CCTP art. 2.2.5.)	Livraison le samedi matin
		Livraison en point relais
		Livraison en dépôt du transporteur
		Livraison sur rendez-vous
		Retour de contenants consignés (SWAP)
		Fourniture d'autres couvertures d'assurances
		Fourniture de consommable d'emballage standard et norme UN
		Transport de colis dont le poids unitaire est supérieur à 30 kg
	Colisage	
2	Prestation de Transport facultatives (CCTP art. 2.2.3.)	Transport de 4 à 6 palettes en messagerie

Prestations annexes facultatives (CCTP art. 2.2.5.)	Enlèvement extérieur (adresse différente de l'expéditeur)
	Livraison le samedi (matin et/ou après-midi)
	Livraison en point relais
	Livraison en dépôt du transporteur
	Retour de contenants consignés (SWAP) à l'expéditeur
	Majoration exprimée en pourcentage pour l'enlèvement en zone frontalière
	Prestation à scinder en deux
	Format de la palette supérieur à 80X120 cm
	Fourniture d'autres couvertures d'assurances
	Enlèvement ou livraison des palettes en étage
	Colisage et palettisation
	Livraison le jour J et/ou en express à J+1
	Récupération de produits usagés

Ces prestations facultatives sont détaillées aux articles 2.2.3. et 2.2.5 du CCTP et aux onglets 2, 6b et 7b de l'annexe 1 à l'acte d'engagement pour le lot 1, et aux onglets 5 à 7 et 11 de l'annexe 1 à l'acte d'engagement pour le lot 2.

1.13. TEXTES DE REFERENCE

Les principaux textes auxquels il est fait référence dans le cadre de la présente consultation sont les suivants :

- Le Code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

1.14. DEONTOLOGIE

Les agents de l'État associés à l'élaboration, la conduite de la présente consultation ainsi qu'au suivi d'exécution de l'accord-cadre auquel elle doit donner lieu, sont soumis à des obligations générales définies aux articles L. 121-1 à L. 125-2 du Code de la fonction publique visant à prévenir les risques d'atteinte à la probité, dont le conflit d'intérêts mais également la prise illégale d'intérêt et le favoritisme dont les sanctions sont prévues aux articles 432-12 et 432-15 du Code pénal. Le respect strict de ces règles contribue à garantir la transparence et l'incontestabilité de l'action publique, tout spécialement dans le cadre de l'achat public.

1.15. MODALITES DE CORRESPONDANCE

En application des articles L. 2132-2 et R. 2132-7 à R. 2132-11 du Code de la commande publique, les communications et les échanges d'informations ont lieu par voie électronique.

Les opérateurs économiques adressent leurs correspondances à l'acheteur via la PLACE « marches-publics.gouv.fr »¹.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la PLACE notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

1.16. CALCUL DES DELAIS

Les délais mentionnés au présent règlement de consultation incluent le jour calendaire d'envoi de la demande et prennent fin la veille de la date limite de remise des offres à 23h59 et 59 secondes.

¹ Pour ce faire, le candidat se réfère au Guide d'utilisation de la plateforme des achats de l'État accessible à l'adresse internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>.

2 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

2.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

- ❑ le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes :
 - l'annexe I relative aux consommations historiques ;
 - l'annexe II relative au formulaire DC1 ;
 - l'annexe III relative au formulaire DC2 ;
 - l'annexe IV relative au formulaire DC4 ;
 - l'annexe V relative au cadre de réponse technique du lot 1 ;
 - l'annexe VI relative au cadre de réponse technique du lot 2 ;
 - l'annexe VII relative à l'attestation sur l'honneur relative aux motifs d'exclusion.
- ❑ l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC) ;
- ❑ l'acte d'engagement (AE) du lot 1 et ses annexes :
 - l'annexe I relative au bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - l'annexe II relative à la clause d'action sociale ;
- ❑ l'acte d'engagement (AE) du lot 2 et son annexe :
 - l'annexe I relative au bordereau des prix unitaires ;
- ❑ le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, communes aux deux lots :
 - l'annexe I relative à la liste des bénéficiaires ;
 - l'annexe II relative à l'engagement de reconnaissance de responsabilité ;
 - l'annexe III relative à la politique de sécurité des systèmes d'information de l'État, version 1.0 [PSSI-Etat]) ;
- ❑ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.2 CONDITIONS D'OBTENTION DES DOCUMENTS INITIAUX

Les documents sont téléchargeables gratuitement sur la plateforme PLACE (référence de la consultation PRA041357) :

« <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> »

Pour ce faire, le candidat se réfère au Guide d'utilisation de la plateforme des achats de l'État accessible à l'adresse internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>.

2.3. PRECISIONS RELATIVES AU DOSSIER DE CONSULTATION

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments aux CCAP et CCTP.

Toutefois, si la rédaction ou le contenu d'une des pièces du dossier de consultation des opérateurs économiques semblait anormale, erronée, ou ambiguë ou que les candidats souhaitent obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, ils devront déposer leur demande au plus tard dix (10 jours) calendaires avant la date limite de remise des offres.

Cette demande devra parvenir sur l'espace Question-Réponses de la présente consultation sur le profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

L'acheteur apporte les réponses aux demandes de précisions présentées par les opérateurs économiques six (6) jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les réponses sont transmises via la plateforme des achats « PLACE » à toutes les entreprises ayant téléchargé le DCE et s'étant identifiées au moyen d'une adresse électronique valide.

2.3. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit, six (6) jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres, d'apporter des modifications au dossier de consultation. Il en informe les opérateurs économiques.

Ces modifications du dossier de consultation sont diffusées sur la PLACE « marches-publics.gouv.fr ».

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

En cas de modifications importantes, le délai de réception des offres sera prolongé, conformément aux dispositions de l'article R. 2151-4 du Code de la commande publique.

3 CARACTERISTIQUES DES OFFRES REMISES

3.1. GENERALITES

3.1.1. Acceptation sans réserve des cahiers des charges

Le fait de soumettre une offre signifie que le soumissionnaire accepte sans réserve les dispositions des pièces du marché.

3.1.2. Langue utilisée et monnaie

Les offres dans leur intégralité sont rédigées exclusivement en langue française.

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro (€).

3.2. DATE-LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

3.2.1. Date applicable à la présente consultation

À peine d'irrecevabilité, les offres devront être reçues par l'acheteur avant la date suivante :

<p>DATE-LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES</p> <p>24/11/2025 – 12h00</p>
--

Le fuseau horaire, sur lequel est rattachée cette heure limite, est celui de Paris.

Les plis qui sont reçus ou remis après cette date et cette heure ne sont pas ouverts. Pour cela, il est recommandé aux candidats d'accomplir en temps utile les diligences normales attendues d'un candidat pour le téléchargement de son offre et de vérifier que le fonctionnement de son équipement informatique est normal.

En particulier, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur. Les candidats doivent prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit.

Après le dépôt du pli sur la plateforme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

Les plis parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

3.2.2. Report de la date-limite de réception des offres

Les opérateurs économiques peuvent demander le report de la date limite de réception des offres indiquée à l'article précédent.

Dans ce cadre, la demande doit être motivée et adressée à l'acheteur selon le moyen de correspondance mentionné à l'article L.15 du présent document.

La demande de report doit parvenir à l'acheteur dix (10) jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

L'acheteur est libre de donner suite ou non aux demandes qui lui parviennent.

En outre, le report de la date limite de réception des offres fait l'objet d'un avis rectificatif publié au bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) et au journal officiel de l'Union européenne (JOUE).

3.3. TRANSMISSION DES PLIS

3.3.1. Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante (référence de la consultation : PRA041357) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Le pli déposé par le soumissionnaire comporte obligatoirement l'ensemble des éléments attendus au titre de l'offre et de la candidature.

Dès lors, le candidat transmet son pli en une seule fois. Si plusieurs plis sont successivement transmis par un même candidat, seul est ouverte le dernier pli reçu par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Si le candidat souhaite modifier ou ajouter un document à un pli déjà transmis, il convient de transmettre à nouveau l'ensemble des éléments de la candidature et de l'offre dans un nouveau pli.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Ce dernier pli doit contenir l'ensemble des pièces demandées au titre de la candidature et de l'offre. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Chaque lot doit obligatoirement faire l'objet d'un dépôt électronique. Il est toutefois possible de faire un dépôt électronique unique pour plusieurs lots à condition que l'identification des lots auxquels il est répondu soit possible et sans ambiguïté.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- Guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- Mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- Foire aux questions ;
- Lien vers des documents de référence ;
- Outils informatiques.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau à un faible débit.

Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers :

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

3.3.2. Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés. En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

3.3.3. Transmission de la copie de sauvegarde

À peine d'irrecevabilité, les copies de sauvegarde devront être reçues par l'acheteur avant la date limite de réception des offres.

La "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si le pli n'est pas ouvert ou a été écarté pour détection de programme malveillant dans la copie de sauvegarde, il est détruit à l'issue de la procédure.

La copie de sauvegarde doit comporter la mention lisible « copie de sauvegarde » et l'objet et le numéro de la consultation.

a. Par voie dématérialisée

Dans l'hypothèse où la copie de sauvegarde ne dépasse pas 5 mégaoctets, le candidat peut la transmettre soit par lettre recommandée électronique via un outil qualifié soit par un service qui permet l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique « la liste des produits autorisés pour l'envoi par lettre recommandée électronique » des copies de sauvegarde (page 20 et 21 pour la France).

b. Par voie physique

Le candidat peut adresser à l'acheteur une copie de sauvegarde de ce dossier :

- soit sur support papier ;
- soit sur support physique électronique : CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc. La copie remise doit alors se présenter sous la même forme que le dossier remis sur la PLACE.

Quel que soit le type de support retenu le candidat transmet sa copie selon l'un des modes de transmission ci-après :

- soit par voie postale, en recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur

Direction de l'évaluation, de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Service achat, innovation, logistique du ministère de l'Intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des achats immobiliers et prestations
Place Beauvau – immeuble lumière
75800 – Paris cedex 08

NE DOIT PAS ÊTRE OUVERT PAR LE SERVICE COURRIER

À l'attention du bureau des achats immobiliers et prestations (BAIP)

- soit par dépôt physique dans les locaux du ministère, à l'attention du bureau des achats immobiliers et prestations contre remise d'un récépissé, du lundi au vendredi de 9 heures 30 à 17 heures 00 (interruption des dépôts de 12 heures 00 à 14 heures 00), à l'adresse ci-après :

Ministère de l'Intérieur

Direction de l'évaluation, de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Service achat, innovation, logistique du ministère de l'Intérieur
Sous-Direction de l'Achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des achats immobiliers et prestations
40, avenue des terroirs de France
75012 – Paris

Le candidat est invité à informer le bureau des achats immobiliers et prestations des date et heure de passage à l'adresse : sailmi-services-fournitures-generales@interieur.gouv.fr

3.3.4. Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

3.4. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

3.4.1. Durée minimale applicable à la présente consultation

Le délai de validité des offres est fixé à 9 mois (neuf mois) à compter de la date limite de remise des offres fixée dans l'avis d'appel public à la concurrence et le présent règlement de la consultation.

Il est précisé que l'accord-cadre peut être signé postérieurement à l'expiration du délai de validité des offres à la condition que l'acheteur ait fait son choix sur l'offre retenue durant ce délai.

3.4.2. Prorogation de la date limite de validité des offres

La date limite de validité des offres peut être prorogée à la demande de l'administration, à condition que l'ensemble des candidats admis à présenter une offre donnent leur accord.

4 CONTENU DU PLI DU CANDIDAT

4.1. ÉLÉMENTS DE CANDIDATURE

4.1.1. Modalités de communication et contenu des éléments de candidature

Pour justifier de sa qualité pour recevoir des commandes de l'État et de ses capacités au regard de l'objet de l'accord-cadre, le candidat utilise le(s) support(s) de son choix. Il doit IMPÉRATIVEMENT présenter sa candidature selon l'une des modalités qui suit.

a) Modalité 1 : le soumissionnaire transmet l'ensemble des documents visés ci-après

❑ **SITUATION JURIDIQUE PROPRE DES OPERATEURS ECONOMIQUES**

Le candidat transmet les documents ci-dessous :

- la lettre de candidature (formulaire DC1) ;
- la déclaration du candidat (formulaire DC2).

En outre, l'acheteur tient à exprimer sa préférence pour qu'en cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire produise un document d'habilitation, dans lequel figure explicitement le nom et les références de publication de la consultation, signé par chacun des membres du groupement, justifiant de la capacité du mandataire à intervenir en leur nom et pour leur compte, dès le stade de la remise des éléments de candidature.

❑ **INFORMATION RELATIVE A LA CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU CANDIDAT**

Le candidat transmet une déclaration concernant le chiffre d'affaires global au cours des trois derniers exercices disponibles.

Pour ce faire, le candidat renseigne le formulaire DC2.

Quel que soit la modalité de transmission choisie, uniquement pour le lot 1, un niveau spécifique minimal est exigé au titre de la capacité économique et financière des candidats :

- un chiffre d'affaires annuel réalisé pour l'activité « transport » au cours des trois dernières années par le candidat devra être égal ou supérieur à 15 000 000 euros hors taxes.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, le candidat qui n'est pas en mesure de fournir les éléments demandés ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

❑ **INFORMATION RELATIVE AUX CAPACITES TECHNIQUES DU CANDIDAT**

Au titre des capacités techniques, le candidat transmet une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

Quelle que soit la modalité de transmission choisie, aucun niveau spécifique minimal n'est exigé au titre des capacités techniques.

❑ **INFORMATION RELATIVE AUX CAPACITES PROFESSIONNELLES DU CANDIDAT**

Au titre des capacités professionnelles, le candidat transmet la liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années en précisant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Quelle que soit la modalité de transmission choisie, le candidat doit être commissionnaire de transport.

❑ **PRESENTATION DES AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES**

Le candidat qui souhaite se prévaloir des capacités d'autres opérateurs économiques doit fournir les mêmes documents que ceux exigés de lui par l'acheteur concernant ces opérateurs. De plus, le candidat produit un engagement écrit de ces opérateurs justifiant qu'il disposera de leurs capacités pour l'exécution du présent accord-cadre.

Les cotraitants fournissent le formulaire DC1 et le formulaire DC2.

Les sous-traitants, s'ils sont déclarés au stade de la passation, fournissent le formulaire DC2.

b) Modalité 2 : le soumissionnaire présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME)

En application de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (ci-après DUME).

Dans ce cas, le soumissionnaire transmet à l'acheteur un formulaire établi conformément au modèle fixé en annexe 2 du règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la Commission du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen¹.

Le DUME doit être rédigé en français.

Le candidat peut se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le candidat peut réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

NB : en cas de groupement ou de sous-traitance, chaque membre ou sous-traitant doit fournir soit un DUME distinct soit les pièces référencées aux points précités. Toutefois, il est rappelé aux candidats que l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement se fait de manière globale.

¹ <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/operateur-economique>.

4.1.2. Dispositions communes

❑ REPRESENTATION DU GROUPEMENT

Aux termes de l'article R. 2142-23 du Code de la commande publique, « *les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.* »

Conformément à l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique, l'un des membres du groupement est désigné dans la candidature et dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements concurrents, à condition, toutefois, de ne pas être plus d'une fois mandataire.

❑ FORME DU GROUPEMENT

Conformément aux articles R. 2142-19 et R. 2142-20 du Code de la commande publique, l'entreprise peut présenter sa candidature ou son offre sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

La forme du groupement n'est pas imposée. Cependant, conformément à l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint le mandataire est solidaire pour l'exécution de l'accord-cadre de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

❑ MODIFICATION DU GROUPEMENT

Sans préjudice de l'article L. 2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise de la candidature et la date de signature de l'accord-cadre, sous réserve des cas particuliers prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique.

4.1.3. Précisions

En vertu de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

1° d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

En outre, conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente

consultation et qui demeurent valables. Il relève de la responsabilité des opérateurs économiques de s'assurer de la validité de ces informations à la date de remise des offres fixée dans le présent document.

4.1.4. Sous-traitance

Dans les conditions prévues par les articles L. 2193-3 à L. 2193-14 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de la prestation de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu, de l'acheteur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

L'acheteur exige que le titulaire effectue certaines tâches essentielles, qui ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Réception des bons de commande ;
- Transmission des données de traçabilité des acheminements jusqu'à l'admission des prestations ;
- Gestion des litiges ;
- Informations de l'acheteur et du bénéficiaire ;
- Restitutions contractuelles ;
- Pilotage de l'accord-cadre ;
- Représentation du titulaire.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties dans les conditions définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du Code de la commande publique.

Si, après vérification des justifications fournies par le candidat, l'acheteur établit que le montant des prestations sous-traitées est anormalement bas, il rejette l'offre lorsque la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou n'accepte pas le sous-traitant proposé lorsque la demande de sous-traitance est présentée après le dépôt de l'offre, dans des conditions fixées par les articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la commande publique.

4.2. DOSSIER OFFRE

Pour chaque lot, le dossier offre du candidat comprend au minimum les éléments suivants.

Conformément aux indications de la direction des affaires juridiques (DAJ) figurant dans la notice explicative du formulaire ATTRI¹, il n'est pas fait obligation aux candidats de fournir l'acte d'engagement lors du dépôt de leur offre, ce document pouvant n'être produit qu'au terme de la procédure afin de formaliser l'accord-cadre conclu.

¹ https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/ATTRI/notices_attri/notice-attri1-2019.pdf?v=1755525362

Cependant, pour des raisons de bonne administration, l'acheteur tient à exprimer sa préférence pour que l'acte d'engagement complété, daté et signé par le candidat soit remis dès le dépôt de son offre.

4.2.1. Offre financière

L'annexe I à l'acte d'engagement dite « bordereau des prix unitaires » renseignée par le candidat constitue son offre financière.

Le candidat renseigne l'annexe financière à l'acte d'engagement en suivant strictement les instructions figurant dans les encadrés.

Le candidat veille à tarifier l'intégralité des prestations obligatoires de l'accord-cadre.

4.2.2. Offre technique

L'offre technique, incluant la performance environnementale, constitue la réponse du candidat aux besoins et exigences fixés par l'acheteur dans le CCAP et ses annexes et le CCTP.

Les éléments de réponse que le candidat aura fournis seront utilisés dans le cadre de la sélection des offres.

Pour faciliter la comparaison des offres entre elles, il est demandé au candidat de présenter son offre en se conformant strictement aux cadres de réponse technique qui fait l'objet des annexes V et VI du présent règlement (un cadre de réponse doit être retourné pour chaque lot en cas de candidature pour les deux).

4.2.3. Déclaration de sous-traitance concomitante au dépôt de l'offre

Dans le cas où une demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre :

- le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant (cette déclaration peut être établie sur le formulaire DC4 constituant l'annexe IV au présent règlement) :
 - ❑ la désignation précise des prestations sous-traitées ;
 - ❑ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - ❑ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - ❑ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - ❑ les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (annexe VII du présent document).

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

5 SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'acheteur se réserve la possibilité d'inverser les phases d'analyse des candidatures et des offres.

5.1. EXAMEN DES CANDIDATURES

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-1 du Code de la commande publique, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans le dossier de candidature tel que défini à l'article 4.1 du présent document, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie.

En vertu de l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution de l'accord-cadre.

C'est-à-dire que les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion, l'acte d'engagement et le RIB ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public.

Néanmoins, un candidat peut transmettre dès le dépôt de son pli l'ensemble de ces éléments.

Au vu des éléments de candidature transmis par le candidat dans son pli et, le cas échéant, après demande de complément effectuée en application de l'article R. 2144-2 et/ou de l'article R. 2144-6 du Code de la commande publique, l'acheteur élimine toute candidature qui ne peut être déclarée recevable conformément aux dispositions de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

L'acheteur a fixé des conditions de capacité minimales pour pouvoir participer à l'appel d'offres : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle (être commissionnaire de transport) et qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

L'acheteur éliminera les candidats qui n'ont pas la qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes pour exécuter le marché.

5.2. ANALYSE DES OFFRES

5.2.1. Hypothèse d'offre unique

Dans le cas où le marché n'aurait fait l'objet que d'une seule offre, et après vérification que l'absence de concurrence n'est pas le fruit d'une mauvaise définition du besoin, les coefficients de pondération et la notation ne seront pas utilisés. En effet, cette méthode d'évaluation n'est utile que pour comparer et classer les offres émanant de plusieurs candidats. Il s'agit de vérifier que l'offre est conforme et répond aux exigences et attentes de l'acheteur.

5.2.2. Critères de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse

Pour le lot 1, les critères et sous-critères d'analyse des offres sont les suivants. Le détail des éléments attendus figure dans le cadre de réponse technique.

Critères du lot 1	Pondération
Prix	55 points
Valeur technique	35 points
Qui se décompose en sous-critères portant sur :	
Sous-critère n°1 : Moyens dédiés au pilotage	9 points
Sous-critère n°2 : Demande de prestation	8 points
Sous-critère n°3 : Transport sécurisé	8 points
Sous-critère n°4 : Délais	6 points
Sous-critère n°5 : Services	2 points
Sous-critère n°6 : Suivi d'exécution	2 points
Performance environnementale	10 points
Qui se décompose en sous-critères portant sur :	
Sous-critère n°1 : Précision de la donnée communiquée	8 points
Sous-critère n°2 : Évaluation / certification de l'outil de mesure par un tiers indépendant	2 points

Pour le lot 2, les critères et sous-critères d'analyse des offres sont les suivants. Le détail des éléments attendus figure dans le cadre de réponse technique.

Critères du lot 2	Pondération
Prix	55 points
Valeur technique	35 points
Qui se décompose en sous-critères portant sur :	
Sous-critère n°1 : services	9 points
Sous-critère n°2 : suivi d'exécution	8 points
Sous-critère n°3 : sécurité	7 points
Sous-critère n°4 : délais	6 points
Sous-critère n°5 : demande de prestation	5 points
Performance environnementale	10 points
Qui se décompose en sous-critères portant sur :	
Sous-critère n°1 : Précision de la donnée communiquée	8 points
Sous-critère n°2 : Évaluation / certification de l'outil de mesure par un tiers indépendant	2 points

5.2.3. Précision sur la méthode de notation des offres

Méthode d'appréciation du prix :

La note financière sur 55 points est appréciée en cohérence avec le Détail Quantitatif Estimatif (DQE), et calculée pour chaque candidat (candidat i) selon la formule suivante pour l'ensemble des lots :

$\text{Note financière du candidat } i = 55 * (\text{prix du candidat moins disant} / \text{prix du candidat } i)$
--

Le DQE ne sera pas publié avec les autres documents constituant le dossier de consultation afin de permettre aux candidats de proposer leurs prix sur la base des besoins décrits dans les cahiers des charges, sans être influencé de quelque manière que ce soit par les quantités estimées du DQE.

Méthode de notation de la valeur technique et de la performance environnementale :

Les analyses techniques et de la performance environnementale sont effectuées sur la base des réponses fournies par le candidat dans le cadre de réponse.

Note finale :

La note finale sur 100 points est calculée pour chaque candidat (candidat i) selon la formule suivante :

$$\text{Note finale du candidat i} = \text{note technique sur 35} + \text{note de performance environnementale sur 10} + \text{note financière sur 55}$$

5.2.4. Demande de précisions sur la teneur des offres et examen de leur recevabilité

Il ne peut y avoir de négociation avec les soumissionnaires.

En revanche, l'acheteur peut, dans le respect de l'égalité de traitement des candidats, demander à un soumissionnaire de préciser la teneur de son offre.

Le soumissionnaire répond dans les délais fixés par l'acheteur dans sa demande de précisions selon le moyen de correspondance mentionné à l'article 1.16 du présent document.

Les éléments de réponses apportés sont annexés à l'offre du soumissionnaire.

Dans le respect des dispositions des articles L. 2152-5 et L. 2152-6 du Code de la commande publique ainsi que des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du même code, si, après vérification des justifications fournies par le soumissionnaire, l'acheteur établit qu'une offre est anormalement basse, y compris pour la part de l'accord-cadre que le soumissionnaire envisage de sous-traiter, l'acheteur rejette l'offre par décision motivée.

Les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières au sens des articles L. 2152-2 à L. 2152-4 du Code de la commande publique sont éliminées. Le cas échéant, il peut s'agir d'offres pour lesquelles des précisions ont été demandées par l'acheteur.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leur offre, dans un délai fixé par l'acheteur, à condition que leur offre ne soit pas anormalement basse.

La régularisation des offres ne peut être l'occasion pour les soumissionnaires d'améliorer leur offre sur des points dont la régularité n'est pas en cause. Les caractéristiques substantielles des offres ne peuvent en aucun cas être modifiées.

5.2.5. Modalités de classement des offres

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, les offres sont classées par ordre décroissant et les deux offres les mieux classées sont retenues, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres classées.

À l'issue du classement des offres de base, si les deux soumissionnaires arrivant premier ont répondu aux prestations supplémentaires facultatives listées à l'article 1.12, il sera décidé par l'acheteur pour attribuer le marché, de retenir ou non ses propositions. Si un de ces soumissionnaires n'a pas répondu aux prestations supplémentaires éventuelles facultative, son offre sera tout de même retenue.

5.3. ACHEVEMENT DE LA CONSULTATION

5.3.1. Attribution de l'accord-cadre

Les soumissionnaires auxquels il est envisagé d'attribuer le marché public devront produire dans un délai imparti les documents suivants (les soumissionnaires sont informés qu'ils sont libres de remettre l'ensemble de ces documents lors du dépôt de leur pli) :

- L'acte d'engagement complété et **signé électroniquement** ;
En ce qui concerne les groupements d'opérateurs économiques, dans l'hypothèse où ils ne signent pas tous l'acte d'engagement, il conviendra de transmettre le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- Les délégations de pouvoir appropriées ;
- En cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 figurant en annexe IV du présent règlement, ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire ;
- L'annexe VII du règlement de consultation ou une attestation sur l'honneur que l'attributaire ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-4 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique qu'il n'est pas établi en Russie, n'est pas détenu majoritairement de manière directe ou indirecte par une entité établie en Russie ou n'agit pas pour le compte de l'un d'eux ;
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent ;
- Une attestation d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du Code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés ;

Lorsque le soumissionnaire est établi en France :

- Le numéro SIREN délivré par l'INSEE ;
- Pour les entreprises en cours d'inscription – un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;
- Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
 - Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;
Nb : accessible depuis compte fiscal professionnel sur le site : <http://www.impots.gouv.fr/>.
 - Certificat de l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance
Nb : accessible depuis compte fiscal professionnel sur le site : <https://mon.urssaf.fr/>.

Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France :

- Un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du Code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;
- Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale;
- Un extrait du registre pertinent au sens de l'article R. 2143-9 du Code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;
- Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L. 1262-1 du Code du travail :
 - L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service "SIPSI" du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
 - Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 12642 et L. 8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.
 - Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement

Les pièces et attestations mentionnées dans cet article ne pouvant être rapatriées automatiquement sont à déposer sur : <https://www.e-attestations.com>

En vertu de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- 1- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- 2- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

En outre, conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, le candidat indique, dans sa candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

Toutefois, si le candidat retenu ne peut produire, suite à une demande écrite du représentant de l'acheteur et ce, dans le délai fixé par le courrier, les pièces manquantes, son offre est rejetée.

Une demande identique sera alors adressée dans les mêmes conditions à la société suivante dans le classement des offres.

5.3.2. Vérification des motifs d'exclusion et contradictoire

Le présent marché public ne peut être attribué à des opérateurs économiques ayant fait l'objet des mesures d'exclusion définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique relatifs aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur.

Conformément aux articles L. 2141-6-1 et L. 2141-11 du Code de la commande publique, le candidat qui se trouve dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1, L. 2141-4 et L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du même code peut fournir des preuves qu'elle a pris des mesures de nature à démontrer sa fiabilité, notamment en établissant qu'elle a, le cas échéant, entrepris de verser une indemnité en réparation du préjudice causé par l'infraction pénale ou la faute, qu'elle a clarifié totalement les faits ou les circonstances en collaborant activement avec les autorités chargées de l'enquête et qu'elle a pris des mesures concrètes propres à régulariser sa situation, à prévenir une nouvelle infraction pénale ou une nouvelle faute et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement des candidats.

Ces mesures sont évaluées en tenant compte de la gravité et des circonstances particulières de l'infraction pénale ou de la faute.

Si l'acheteur estime que ces preuves sont suffisantes, la personne concernée n'est pas exclue de la procédure de passation de marché.

Une personne qui fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics au titre des articles 131-34 ou 131-39 du Code pénal ne peut se prévaloir de ce contradictoire pendant la période d'exclusion fixée par la décision de justice définitive.

Le présent marché public ne peut également être attribué à des opérateurs économiques relevant des dispositions de l'article 5 duodecies du règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine modifié par l'article 1er du règlement UE 2022/576.

5.3.3. Mise au point des composantes de l'accord-cadre

Conformément à l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique, l'acheteur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre avant sa signature sans que cette mise au point puisse avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou de l'accord-cadre.

5.3.4. Candidatures et offres non retenues

Dès qu'il a fait son choix, l'acheteur notifie à tous les autres candidats le rejet de leur candidature ou de leur offre, en leur indiquant les motifs de ce rejet.

Cette notification précise le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre. Cette notification est faite aux candidats ayant soumis une offre et à ceux n'ayant pas encore eu communication du rejet de leur candidature. Cette notification de rejet se fait via la PLACE.

Les offres des candidats non retenus sont archivées par l'acheteur pendant une durée de cinq (5) ans.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2183-1 du Code de la commande publique, l'acheteur envoie pour publication, dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de la signature de l'accord-cadre un avis d'attribution au BOAMP et au JOUE.

5.3.5. Notification de l'accord-cadre

La décision d'attribution n'empêche pas notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est notifié avant tout commencement d'exécution. La date de notification correspond à la date d'effet de l'accord-cadre.

La notification se déroule via la PLACE.

Les candidats déclarés titulaires ne pourront prétendre à aucune indemnité en cas de retard dans la procédure sus-énoncée.

5.3.6. Abandon de la procédure

Conformément à l'article R. 2185-1 du Code de la commande publique, le représentant de l'acheteur peut, à tout moment, déclarer la procédure sans suite.

Dans ce cas, le représentant de l'acheteur communique dans les plus brefs délais les motifs de sa décision de ne pas attribuer l'accord-cadre ou de recommencer la procédure aux opérateurs économiques y ayant participé.

6 LITIGES ET CONTENTIEUX

6.1. MEDIATION

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur

Place Beauvau

75800 Paris Cedex 08

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

6.2. CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

L'instance chargée des procédures de recours est la suivante :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

7 DONNEES PERSONNELLES

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Ministère de l'Intérieur
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Place Beauvau
75008 Paris

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier, représentée par le Directeur de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier.

Coordonnées du délégué à la protection des données :

donnees-personnelles-depafi@interieur.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la durée de conservation des archives applicable au contrat. Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données. La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

8 MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

A. GENERALITES

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire ;
- au dispositif de création de signature électronique utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature¹ conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

Le candidat doit utiliser une signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié au sens du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Les candidats peuvent trouver la liste des autorités de certification européennes délivrant des certificats de signature conformes au règlement européen à sur les liens suivants : [ensemble des TSL européennes](#) ou en particulier [TSL France](#).

Conformément à l'article 10 de l'arrêté du 22 mars 2019 précité, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

B. CONDITIONS RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le certificat de signature électronique du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

- **1^{er} cas : le certificat est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié**

Le certificat de signature est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié au sens du règlement européen du 23 juillet 2014 précité.

Les prestataires qualifiés sont mentionnés :

- dans la liste de confiance suivante :
<https://cyber.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>
- dans la liste de confiance établie par la Commission européenne.

¹ Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- **2^{ème} cas : le certificat n'est pas délivré par un prestataire qualifié**

Sont autorisés tous les certificats délivrés par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répondent aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement européen du 23 juillet 2014.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

➤ ***Justificatifs de conformité à produire***

Le signataire transmet gratuitement les informations suivantes lors du dépôt du document signé :

- ❖ la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'autorité de certification, la politique de certification, etc. ;
- ❖ le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- ❖ l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

C. CONDITIONS RELATIVES AUX DISPOSITIFS DE CREATION DE SIGNATURE ELECTRONIQUE UTILISES POUR SIGNER LES FICHIERS

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 22 mars 2019 précité, le candidat utilise le dispositif de création de signature électronique de son choix.

- **1^{er} cas : utilisation de l'outil de signature de la PLACE**

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

- **2^{ème} cas : utilisation d'un autre outil de signature que celui proposé sur la PLACE**

Dans ce cas, le soumissionnaire doit respecter les deux obligations suivantes :

- produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
- permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

Attention, si le dispositif de création de signature électronique utilisé ne comporte pas de fonctionnalité d'horodatage, le document doit être daté avant d'être signé électroniquement.

ANNEXE 1 – CONSOMMATIONS HISTORIQUES LOT 1 - LOT 2

Les données relatives à la volumétrie sont fournies à titre purement indicatif et ne représentent aucun engagement contractuel. Il s'agit des volumes moyens historiques consommés par les seuls ministères. Les volumes consommés par les établissements publics ne sont pas recensés dans la présente annexe.

LOT 1 - Colis

Volume annuel :

- Nombre de colis : 436 100
- Nombre d'expéditions : 289 100

Caractéristiques quantitatives moyennes :

- Densité par expédition : 1,54 colis
- Poids par colis : 7,15 kg

Caractéristiques clients :

- 3 740 comptes clients dont 85 % dans 4 ministères
- 86% des envois par 7 comptes
- 14 comptes ont au moins 10 expéditions en express par jour (15 kg en moyenne/colis)
- 80% des colis par 3 ministères

Caractéristiques géographiques moyennes :

- Part de colis National / International : 97% / 3%
- 80% des colis expédiés à l'international en EXPORT
- L'outremer est la principale destination depuis la France métropolitaine (85% des colis exportés)
- L'outremer est le principal expéditeur vers la France métropolitaine (90% des colis importés)

LOT 2 - Palettes

Volume annuel :

- Nombre de palettes en messagerie : 4 500
- Nombre de palettes en affrètement : 2 500
- Nombre de palettes à l'international : 1 700
- Nombre d'expéditions : 4 200

Caractéristiques quantitatives moyennes :

- Par expédition en messagerie :
 - Densité : 1,25 palette
 - Poids : 133 kg
- Par expédition en affrètement :
 - Densité : 9,22 palettes
 - Poids : 4 000 kg
- Par expédition à l'international :
 - Densité : 2,49 palettes
 - Poids : 353 kg

Caractéristiques clients :

- 205 comptes clients dont 85 % dans 3 ministères
- 74% des expéditions par 1 ministère
- 80% des expéditions par 12 comptes
- 3 sites expédient une médiane de 110 à 14 envois par mois depuis les départements 87, 72 et 75, essentiellement en messagerie

Caractéristiques géographiques moyennes :

- Part de expéditions National / International : 94% / 6%
- 79% des expéditions expédiés à l'international en EXPORT
- L'outremer est la seule zone d'expédition en export comme en import